Le « réfugié » au Canada durant la Seconde Guerre mondiale : la création anglo-américaine d'une catégorie migratoire ?

The "Refugee" in Canada during World War Two: the Canadian-American creation of a category of immigrants?

Annelise Rodrigo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/1667>

DOI : 10.4000/eccs.1667

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2019

Pagination : 39-61

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Annelise Rodrigo, « Le « réfugié » au Canada durant la Seconde Guerre mondiale : la création anglo-américaine d'une catégorie migratoire ? », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-1 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 18 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/1667> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.1667>

Le « réfugié » au Canada durant la Seconde Guerre mondiale : la création anglo-américaine d'une catégorie migratoire ?

Annelise RODRIGO

Université de Toulouse Jean-Jaurès

Avec la parution au début des années 1980 de *None is Too Many*, l'histoire du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale se résume à un refus gouvernemental d'accepter des réfugiés. À partir de sources d'organisations favorables aux réfugiés, cet article souhaite, au contraire, aborder leur accueil au Canada et le rôle des États-Unis en analysant la création de la catégorie canadienne du « réfugié » lors de la prise en charge d'un groupe particulier : les « réfugiés internés ». Nous montrerons que le refus états-unien d'accueillir les internés a forcé ces derniers à demeurer au Canada. Celui-ci est alors contraint de leur octroyer un statut – celui de réfugié – officialisant ainsi le refuge canadien.

With the release of *None is Too Many* in the early 1980s, Canada's history during the Second World War was reduced to the government's refusal to accept refugees. Based on sources from organizations that support exiles, this article seeks, on the contrary, to address the reception of refugees in Canada and the role of the United States in it. This article will analyze the creation of the Canadian "refugee" class as the result of dealing with a particular group: the "interned refugees". We will show that the United States' refusal to receive internees forced them to remain in Canada, which was then forced to grant them a status – that of refugee – thus formalizing the Canadian refuge.

Le 5 décembre 2002, les États-Unis et le Canada signent l'« Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs », obligeant les demandeurs d'asile à présenter leur demande dans le premier pays sûr où ils arrivent. Ainsi l'accord permet au Canada de fermer ses frontières à des réfugiés arrivés précédemment aux États-Unis. Dès sa signature en décembre 2002, l'accord entraîne de nombreuses discussions au sein des chercheurs travaillant sur l'accueil de réfugiés, du fait de sa possible remise en cause de l'interdiction du non-refoulement établie par la Convention de Genève en 1951. De plus, l'accord serait une façon, pour le Canada, d'accueillir moins de réfugiés (CARASCO 2004). Ces questionnements relatifs à l'accueil de réfugiés en Amérique du Nord ne sont pas nouveaux, bien au contraire.

Dès le XIX^{ème} siècle, et plus massivement au XX^{ème} siècle, la création des États-nations, la multiplication des conflits et l'augmentation des mesures xénophobes et racistes, poussent sur les routes des millions de réfugiés et apatrides (MARRUS 1986; FORCADE et NIVET 2008). Ces hommes, femmes et enfants cherchent désespérément un pays hôte, un refuge pouvant – voulant – les accueillir et ne peuvent pas s'appuyer, avant 1951, sur une reconnaissance institutionnelle internationale leur garantissant des droits, comme le non-refoulement par exemple (ANGOUSTURES, KEVONIAN, et MOURADIAN 2017 ; KÉVONIAN 2003).

ANNELISE RODRIGO

Nous proposons ici d'étudier l'accueil de réfugiés au Canada à une période durant laquelle le pays est considéré par certains comme « the worst of all possible refugee-receiving states » (ABELLA et TROPER 1991, xxii) : la Seconde Guerre mondiale.

En mai 2018, Justin Trudeau reprend le titre du célèbre ouvrage d'Irving Abella et Harold Troper, *None is Too Many*, pour décrire la politique migratoire canadienne de l'époque :

Between 1933 and 1945, the Canadian government only accepted around 5,000 Jewish refugees, due to our discriminatory "none is too many" immigration policy of the time. (TRUDEAU 2018).

Le Premier ministre canadien développe la thèse de ces deux historiens, qui insiste sur le refus du gouvernement fédéral – et du directeur du département d'immigration, Frederick Charles Blair – d'accepter des réfugiés, surtout ceux de confession juive (ABELLA et TROPER 1991)¹. Leur opposition se fonde sur une stricte application de la politique migratoire : le pays – comme les États-Unis (LEWIS et SCHIBSBY 1939, 75 ; WYMAN 1968, 217 ; COLLOMP ET MENÉNDEZ 2003) – ne différenciant pas les réfugiés des migrants ordinaires, tous doivent se conformer à des lois extrêmement restrictives établies dans les années 1920 et autorisant l'admission aux seuls agriculteurs et aux proches de Canadiens (KELLEY et TREBILCOCK 1998, 216 ; ROSENBERG 1993, 129).

Fort de ce positionnement, le Canada ne serait donc pas un pays de refuge durant la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, les frontières ne sont pas totalement closes : près de 5 000 personnes sont admises au Canada entre 1933 et 1945 (DIRKS 1977), grâce à la mise en place de plans internationaux, notamment l'évacuation des enfants britanniques en 1940 (HALSTEAD 2015 ; BILSON 1988), l'envoi par la Grande-Bretagne de civils internés la même année (DRAPER 1983, 1978 ; FARGES 2008 ; CHAPUT 2016) et l'arrivée en 1944 de réfugiés bloqués en Espagne et au Portugal (REED 1996; ABELLA et TROPER 1991, 150-75). Ces hommes, femmes et enfants ont, à l'exception notable des civils internés, le statut de « non-immigrants » et leur présence sur le territoire est limitée à la durée de la guerre.

Récemment, de nombreux travaux universitaires sont venus remettre en question ou nuancer l'ouvrage d'Irving Abella et Harold Troper, particulièrement son analyse de l'antisémitisme québécois ou le nombre de

¹ L'antisémitisme de Frederick Charles Blair et son refus d'admettre des réfugiés juifs, développés par Irving Abella et Harold Troper dans *None is Too Many*, est remis en cause par Donald Avery et Sandra Dubé (ABELLA et TROPER 1991; AVERY 1995, 121; DUBÉ 2015, 156-57).

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

réfugiés finalement acceptés (COMARTIN 2013; BURGARD 2015, 2017 ; ROBINSON 2015 ; ANCTIL 2016; BURGARD et MARGOLIS 2016). À notre tour, nous souhaitons renouveler l'analyse du refuge canadien en décentrant le regard : sans nier le refus gouvernemental ou l'opposition de l'opinion publique, nous choisissons d'étudier le soutien aux réfugiés exprimé par des associations issues de la société civile.

Nous utilisons pour cela des sources émanant des deux principales organisations canadiennes favorables à l'accueil de réfugiés – le Congrès juif canadien (CJC) et le Canadian National Committee on Refugees (CNCR). Ces documents permettent d'examiner le réseau associatif formé autour de la question de l'accueil de réfugiés ainsi que les trajectoires de vie des personnes admises au Canada et aidées par ces comités de bienfaisance. L'ensemble des actions associatives et leurs relations avec les individus accueillis au Canada forme ce que nous appelons « le refuge canadien ». Le CJC est une organisation juive qui regroupe de nombreuses associations au service de la communauté juive canadienne. Parmi elle, deux sont particulièrement actives dans l'aide aux réfugiés : la Jewish Immigration Aid Society (JIAS) et l'United Jewish Refugees and War Relief Agencies (UJR&WRA). La JIAS est créée en 1920 et est spécialisée dans l'aide aux migrants ; l'UJR&WRA est, quant à elle, fondée en 1939 par le Congrès juif canadien afin de regrouper tous les comités intéressés par l'admission de réfugiés juifs. Les organismes juifs reçoivent aussi l'appui du CNCR, association non-confessionnelle fondée par Cairine Wilson, la première sénatrice canadienne et soutien sans faille à l'admission de réfugiés, faisant d'elle la « mère des réfugiés » (KNOWLES 1988, 195). Enfin, le refuge ne se limite pas au territoire canadien puisqu'une association états-unienne importante rejoint les efforts du CJC et du CNCR en faveur des réfugiés : l'American Joint Distribution Committee (JDC ou Joint) (BAUER 1974, 1981; HANDLIN 1965; COHEN 2002; HOBSON FAURE 2013 ; COLLOMP 2016).

En tout, plus de 200 organisations apparaissent dans les sources du CJC et du CNCR et forment un vaste réseau organisationnel dépassant les frontières communautaires et étatiques. Les nombreux liens entre comités nord-américains favorables à l'accueil de réfugiés ne sont pas traités par l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, les chercheurs privilégiant généralement des études monographiques ou/et nationales (BAUER 1974, 1981; WYMAN 1987; ABELLA et TROPER 1991; COLLOMP 2016; ERBELDING 2018).

Nous souhaitons ici concentrer notre attention sur un point particulier mais qui paraît central quand on évoque l'accueil de réfugiés : la définition même du terme « réfugié ». En effet, comme nous l'avons dit, pendant la

ANNELISE RODRIGO

Seconde guerre mondiale, le Canada ne différencie pas les réfugiés des autres migrants dans ses statistiques officielles. Cependant, plusieurs décrets-en-conseil promulgués entre 1939 et 1945 concernent directement les réfugiés et les désignent comme tels. Le Canada entame ainsi une catégorisation du réfugié au cours de la Seconde Guerre mondiale. Nous entendons par « catégorisation » le processus de création d'une catégorie ou une classe « en rangeant au sein d'un même ensemble des éléments ayant les mêmes propriétés » en isolant « chacun des éléments appartenant à la classe considérée » (NOIRIEL 1997, 31). Notre article vise donc à examiner ce processus de catégorisation à l'occasion de la prise en charge d'un groupe dont le statut migratoire est au cœur des débats associatifs et gouvernementaux : les civils internés.

L'étude catégorielle de ce mouvement est intéressante car elle mobilise trois acteurs gouvernementaux – Royaume-Uni, Canada et États-Unis – et de nombreuses organisations nord-américaines autour d'une même question : la libération de ces civils internés. Nous montrerons que cette problématique est profondément liée à la question de la catégorisation institutionnelle des individus et que son règlement entraîne la création des premiers réfugiés statutaires au Canada. Cette création catégorielle fait suite au refus des États-Unis d'accueillir les internés souhaitant être admis sur leur territoire. Le refuge canadien ne serait donc qu'un refuge temporaire en attendant le véritable refuge, celui des États-Unis.

Après un prologue reprenant rapidement l'histoire de l'internement de civils juifs au Royaume-Uni, nous montrerons tout d'abord que l'envoi de ces hommes outre-Atlantique entraîne une nouvelle définition de ce groupe au Canada. Celle-ci évolue ensuite au moment des demandes de libération, face notamment au refus des États-Unis de les accueillir. Enfin, nous développerons l'idée que la présence durable de ces anciens internés, qui attendent pour beaucoup une admission aux États-Unis, oblige les autorités canadiennes à reconnaître officiellement l'existence de réfugiés sur son territoire, faisant des internés les premiers réfugiés statutaires en Amérique du Nord.

La double catégorisation de l'internement par le Royaume-Uni

Parmi les différents groupes d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre et admis au Canada entre 1939 et 1945, les civils internés sont ceux qui bénéficient de l'historiographie la plus riche (FARGES 2006, 2008; LYNTON 1995; DRAPER 1978, 1983a, 1983b; BASSLER 1992; AUGER

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

2010; COUTURE 2003; IGERSEIMER 2005; KOCH 1980)². Nous ne reviendrons pas ici sur l'internement en tant que tel mais nous nous concentrerons sur la catégorisation mise en place lors de celui-ci.

Lors de la déclaration de guerre en septembre 1939, les autorités britanniques établissent des tribunaux afin de classer les ressortissants de pays ennemis selon leur dangerosité supposée. La catégorie « A » regroupe les « suspects présumés » considérés comme des ressortissants ennemis dangereux³, et internés immédiatement ; tous les individus dont l'attitude envers le Royaume-Uni n'est pas assez claire rejoignent la catégorie « B » ; et ceux dont la loyauté pour la cause alliée est attestée sont réunis dans la catégorie « C » et sont appelés les « ressortissants ennemis sympathisants⁴ (KOESSLER 1942, 102). Cette première catégorisation concerne les ressortissants de nationalité allemande et autrichienne qui, dès le déclenchement de la guerre, deviennent des « étrangers de nationalité ennemie », c'est-à-dire toute personne qui « not being either a British citizen or a British protected person, possesses the nationality of a state at war with his Majesty » (FRASER 1940, 194).

Mais les tribunaux établis par le Home Office ne jugent pas seulement la dangerosité supposée des Allemands et des Autrichiens présents sur le territoire britannique, ils identifient aussi les « réfugiés fuyant l'oppression nazie » selon une définition correspondant à celles de la Convention du 10 février 1938 et de la Conférence d'Évian en juillet 1938⁵. Ainsi appartient à

² Les civils internés ne sont pas le seul groupe envoyé par le Royaume-Uni au Canada puisque le pays y évacue aussi des enfants pour les protéger des bombardements ennemis à l'été 1940 (HALSTEAD 2015 ; FETHNEY 2000). Les deux déplacements de populations sont à la fois un exemple de la collaboration entre les deux pays durant la Seconde Guerre mondiale (VANCE 2012) et ils participent aussi à un mouvement de populations débutant à la fin du XIX^{ème} siècle et marqué par l'émigration d'enfants et de domestiques britanniques au Canada (KERSHAW et SACKS 2008 ; LYNCH 2016).

³ En anglais, « dangerous enemy aliens »

⁴ En anglais, « friendly enemy aliens »

⁵ La Convention du 10 février 1938 définit comme « réfugiés provenant d'Allemagne : a) les personnes possédant ou ayant possédé la nationalité allemande et ne possédant pas une autre nationalité, et à l'égard desquelles il est établi qu'en droit ou en fait elles ne jouissent pas de la protection du Gouvernement allemand ; b) les apatrides non visés par les conventions ou arrangements antérieurs ayant quitté le territoire allemand où ils s'étaient fixés et à l'égard desquels il est établi qu'en droit ou en fait ils ne jouissent pas de la protection du Gouvernement allemand ». La résolution de la Conférence d'Évian de juillet 1938 définit les réfugiés comme « 1) [des] personnes qui n'ont pas encore quitté leur pays d'origine (l'Allemagne y compris l'Autriche), mais qui sont contraintes d'émigrer du fait de leurs opinions politiques, de leurs croyances religieuses ou de leur origine raciale, et 2) les personnes telles qu'elles sont définies ci-dessus qui ont déjà quitté

ANNELISE RODRIGO

cette catégorie toute personne « who had left their homes because they were “subject to oppression by the Nazi régime upon racial, religious or political ground... They will be hostile to the Nazi régime and ready to assist this country rather than to assist the enemy” » (GILLMAN et GILLMAN 1980, 43).

Les catégories alphabétiques et la catégorie de réfugié fuyant l’oppression nazie sont indépendantes l’une de l’autre puisque fondées sur des caractéristiques différentes. Ainsi, tous les individus reconnus comme « ressortissants ennemis sympathisants » et classés dans la catégorie « C » ne sont pas pour autant considérés comme des réfugiés, alors que des personnes jugées dangereuses et internées peuvent obtenir cette reconnaissance. Cette subtilité catégorielle établie en septembre 1939 interpelle même les membres de la Chambre des Communes. En effet, à un député qui rapporte les difficultés rencontrées par certains réfugiés pour lesquels le passeport exhibe, à côté de la mention de « réfugié » l’annotation plus péjorative de « ressortissant ennemi », le Ministre à l’Intérieur Sir John Anderson répond que :

the words “Refugee from Nazi oppression” are endorsed in the certificate where the tribunal is satisfied that the person is a genuine refugee; but there will clearly be some cases in which the tribunal, though satisfied that a person is a genuine refugee, consider nevertheless that on security grounds he should continue to be subject to the special restrictions applicable to enemy aliens? (Hansard 1939)

François Lafitte, fonctionnaire britannique farouchement opposé à l’internement, signale aussi les limites des catégorisations alphabétique et statutaire. En effet, certains individus sont automatiquement internés suite à leur engagement dans les Brigades internationales ; d’autres, arrivés au Royaume-Uni avant 1933 mais dont le retour en Allemagne est impossible à cause de leur judéité ou de leur engagement politique, ne sont pas considérés comme de véritables réfugiés faute d’une résidence britannique trop ancienne (LAFITTE 1988, 64 ; 214).

La défaite de la Norvège en avril 1940 marque une nouvelle étape dans la politique britannique à l’égard des ressortissants ennemis puisque l’hystérie collective, pour reprendre l’expression de Patrick FARGES (2008, 105), pousse l’opinion publique à réclamer leur internement systématique. En mai 1940, ce sont près de 30 000 personnes qui rejoignent les camps d’internement britanniques (BAILKIN 2018, 35). L’internement massif efface alors les classifications des ressortissants ennemis : ils représentent tous une menace qui

leur pays d’origine, mais qui ne sont pas encore établies ailleurs d’une manière permanente » (JAEGER 1989, 28).

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

justifie leur internement préventif. Les « B » et « C » connaissent donc le même internement que les sympathisants nazis déjà détenus.

En juin 1940, par crainte d'une invasion, le Royaume-Uni demande à ses dominions de prendre en charge les individus internés les plus dangereux susceptibles d'aider les troupes allemandes. Le Canada répond favorablement à cette requête et accepte d'accueillir sur son sol des « personnes potentiellement dangereuses » (GILLMAN et GILLMAN 1980, 163).

Une première catégorisation anglo-canadienne

Le Canada reçoit effectivement des prisonniers de guerre et des civils dangereux, mais aussi près de 3 000 personnes classées « B » ou « C » et donc jugées non-dangereuses par la classification alphabétique (DRAPER 1983, 8-9 ; KOCH 1980). Les autorités britanniques reconnaissent rapidement la présence de ces dernières et précisent même que « la plupart des hommes classés “B” et “C” sont des réfugiés de l'oppression nazie » (GILLMAN et GILLMAN 1980, 240 ; DRAPER 1983, 38). Malgré la présence avérée de personnes non-dangereuses et leur connaissance, au minimum, de la catégorisation alphabétique (DRAPER 1983, 30), les autorités canadiennes laissent de côté le classement britannique et en instaure un nouveau, fondé sur le caractère combattant des individus. Ainsi séparent-elles les combattants des civils, les premiers devenant des « prisonniers de guerre de classe 1 » et les seconds des « prisonniers de guerre de classe 2 » (DRAPER 1983, 42 ; AUGER 2010, 59). En effet, depuis le décret-en-conseil PC 2322 du 31 mai 1940, tous les ressortissants ennemis internés au Canada – qu'ils aient été présents dans le pays avant le déclenchement de la guerre ou qu'ils soient envoyés par le Royaume-Uni – sont considérés comme des prisonniers de guerre (Canada and Privy Council 1940, 107-108).

Ottawa modifie donc la catégorisation attribuée aux internés britanniques en retenant seulement deux critères : leur nationalité ennemie – ce sont des « ressortissants de nationalité ennemie » —et leur non-participation au combat. Ce statut de prisonniers de guerre met tous les internés sous la protection de la Convention de Genève de 1929 mais provoque un profond mal-être chez les civils internés (FARGES 2006 ; 2008). Ceux-ci ne peuvent qu'espérer un changement de statut et une libération des camps, deux objectifs poursuivis par les associations de défense des réfugiés. Les organisations favorables à l'accueil de réfugiés comme le CJC et le CNCR rejoignent alors les deux principaux acteurs gouvernementaux dans la question des internés, Ottawa

étant le gardien de ces derniers et Londres conservant toute autorité sur leur libération.

Penchons-nous sur le regard associatif à l'égard des populations envoyées au Canada. Entre le 9 juillet – date à laquelle le réseau associatif apprend l'existence des camps (Agudas Israel World Organization) – et le 15 août 1940 – moment où l'UJR&WRA officialise sa prise en charge des internés, l'analyse du vocable organisationnel nommant la population civile internée met en avant la perception par les associations de sa non-dangerosité, de son profond antinazisme et de la grande proportion de juifs en son sein. En effet, les hommes internés sont décrits comme hostiles au régime nazi et comme des civils majoritairement de confession juive (PETERS 1940a; 1940b; CAISERMAN 1940).

La correspondance organisationnelle montre le profond intérêt des dirigeants juifs pour la défense de leurs coreligionnaires internés, loin d'une léthargie évoquée par certains chercheurs (DRAPER 1983, 98). En effet, Saul Hayes, le directeur exécutif de l'UJR&WRA, rencontre dès le 6 août 1940 le Brigadier-Général E. de B. Panet afin d'aborder les conditions d'internement des « réfugiés internés ». Le compte-rendu de la réunion montre que les catégorisations britannique et canadienne sont évoquées : toute personne envoyée du Royaume-Uni pour être internée au Canada est considérée comme un prisonnier de guerre, même si les autorités britanniques différencient les prisonniers de guerre combattants des internés (HAYES 1940c).

Dans la suite du document, Hayes reprend la catégorisation alphabétique en modifiant légèrement le critère originel, la dangerosité supposée étant remplacée par la loyauté à l'égard du Royaume-Uni : ainsi les « A » sont ceux qui sont connus pour être hostiles à l'État, la classe « B » regroupe-t-elle ceux dont la sympathie n'est pas clairement énoncée, et enfin les « C » sont ceux qui ont été victimes de l'oppression et de l'agression nazies et, par conséquent, sont considérés comme des étrangers amis. La catégorisation présentée ici reste conforme à la catégorisation britannique d'origine, tout en inversant la perspective puisque les « étrangers amis » ne sont plus des individus jugés non-dangereux mais ceux dont on reconnaît la sympathie pour le pays. Cette subtile inversion met donc au centre de la catégorisation les sympathisants envers les alliés, et non plus les sympathisants nazis. Nous ne pouvons cependant pas savoir s'il s'agit ici d'une lecture spécifique aux organisations, qui interprètent le classement outre-Atlantique afin de mettre en avant la loyauté des civils internés, ou si Hayes ne fait que retranscrire les paroles exactes du directeur de l'internement canadien. Une chose est certaine : le terme « réfugié » n'apparaît pas dans la définition des catégories.

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

Cette absence formelle du terme « réfugié » n'est cependant pas un obstacle à l'aide associative puisque le 15 août 1940, l'UJR&WRA annonce officiellement que les internés entrent dans ses attributions :

The jurisdiction for the United Jewish Refugees & War Relief Agencies in connection with the whole question was debated. It was definite and unanimous view that UJR&WRA must assume all authority and centralize and co-ordinate all activities in connection with the internment question (Minutes of Meeting of National Executive Officers - Eastern Division 15 août 1940).

Les associations de défense des réfugiés ne semblent pas comprendre la double catégorisation – alphabétique et statutaire – mise en place au Royaume-Uni et décident de considérer comme réfugiés tous les individus classés comme « prisonniers de guerre de classe 2 », vus comme des « étrangers amis » c'est-à-dire les individus classés « B » et « C » au Royaume-Uni⁶.

Cette exclusion de la classe « A » cause des difficultés à certains hommes et adolescents regroupés dans cette catégorie puisqu'ils sont associés aux sympathisants nazis et exclus de l'aide associative. En effet, Paula Draper aborde le cas de Max B., juif classé « A » et isolé dans un camp non visité par l'UJR&WRA, puisque ne devant pas compter de réfugiés parmi les internés (DRAPER 1983, 64). Draper écrit : « one of the main reasons the refugees had remained isolated in camp R for so long was the ignorance or, as they felt it, apathy of the UJRA towards their plight. » Ainsi, à la façon dont l'association interprète la catégorisation britannique, et met en place sa propre catégorisation, nous comprenons mieux l'ignorance de l'UJR&WRA, l'association ne pouvant imaginer que des « A » puissent en fait mériter d'être traités comme des réfugiés. Malgré tout, un dossier au nom de Max B. est conservé aux archives du Congrès juif canadien, signe que son cas est ensuite traité par les associations de défense des réfugiés.

La définition associative du réfugié, fondée sur une interprétation approximative du classement britannique, part donc de la catégorisation canadienne séparant civils et combattants pour ensuite y ajouter le critère de la non-dangerosité⁷. Cependant, la reconnaissance officieuse de leur statut de réfugiés ne signifie pas grand-chose pour les internés eux-mêmes puisque les

⁶ Le doute exprimé par le classement dans la catégorie « B » n'est pas souligné par les associations, celles-ci ne faisant pas de réelles différences entre les catégories « B » et « C ».

⁷ Une autre différenciation s'établit ensuite au sein de cette population de « réfugiés » selon la judéité des individus : les juifs sont pris en charge par l'UJR&WRA, les non-juifs par le CNCR.

ANNELISE RODRIGO

associations ne décident pas des libérations. En effet, Max B., comme de très nombreux autres civils internés dans les camps canadiens ne souhaite qu'une chose : être libéré pour émigrer aux États-Unis.

Le désir d'une émigration vers les États-Unis comme facteur de reconnaissance du réfugié

Dans leur quête de refuge, les hommes, femmes et enfants fuyant les persécutions nazies frappent à toutes les portes, notamment à la plus désirée d'entre toutes : les États-Unis. Au Royaume-Uni, refuge temporaire pour près de 70 000 étrangers de nationalité ennemie, les États-Unis sont vus comme le principal pays de ré-émigration. En effet, une grande partie des Allemands et Autrichiens sont dans l'attente – parfois très longue – d'un visa pour ce pays, faute d'être compris dans les quotas annuels (GILLMAN et GILLMAN 1980, 241).

Le Canada n'est donc pas le principal pays souhaité. C'est un choix par défaut, une « autre Amérique ». L'idée du Canada comme un « deuxième choix » après les États-Unis est une tendance générale dans l'histoire migratoire canadienne, notamment pour les immigrants juifs (FARGES 2009a, 202-3) :

[...] Canada was not so much a land of second chance as a land of second choice. They came to Canada because restrictive immigration regulations or lack of resources prevented them from reaching their first choice, usually United States. For them, Canada was a second-best America. If many eventually set down roots in Canada and came to embrace it as their own, some continued to pine for the promised land to south and eventually followed a well-beaten path into the United States (KLEIN et DIMANT 2001, 4).

Certains individus tentent alors d'être admis sur le continent américain – ici, au Canada – afin de se rapprocher des États-Unis et de pouvoir ainsi accélérer – selon eux – leur admission. Ce phénomène est bien connu des autorités états-uniennes et canadiennes, celles-ci faisant tout pour éviter que l'un devienne une porte d'entrée pour l'autre (DIRKS 1977, 59), comme le souligne Norman Alexander Robertson dans un mémorandum intitulé « Canada and Refugee Problem » :

Under an informal arrangement between the Canadian and the United States Immigration services dating from 1924 or thereabouts it was agreed that neither country would allow persons to enter its territories with a view to ultimate immigration into the territories of the other (ROBERTSON 1938).

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINNE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

Les civils internés envoyés au Canada ne font pas exception et certains considèrent leur envoi au Canada comme une opportunité de poursuivre leur parcours migratoire au-delà de la frontière. En effet, dès la première visite d'un camp, les membres associatifs soulignent la volonté de nombreux hommes de rejoindre les États-Unis :

No wants to return overseas. They all went to England originally as the first step towards immigration to the United States and now being geographically so near the United States, they are all hoping that arrangements can be completed for them to enter that country (Visit to Camp I. Isle aux Noix. 14 août 1940).

Fin août 1940, soit quelques semaines seulement après l'arrivée des internés au Canada, Lord Marley, éminent soutien britannique à la cause des réfugiés et appui de la première heure du CNCR, contacte le Consul général états-unien à Montréal afin de discuter des possibilités migratoires ouvertes aux civils internés (HAYES 1940a). Le Consul se montre opposé à l'admission des internés et invoque deux raisons : leur statut officiel de prisonniers de guerre et leur arrivée « non conforme » au Canada. En effet, les civils internés doivent désormais obéir à la section 17 de l'Immigration Act états-unien de 1924 relative à l'« Entry from Foreign Contiguous Territory » :

No aliens applying for admission from or through foreign contiguous territory (except an alien previously lawfully admitted to the United States who is returning from a temporary visit to such territory) shall be permitted to enter to the United States unless upon proving that he was brought to such territory by a transportation company which has submitted to and complied with all the requirements of this Act, or that he entered, or has resided in, such territory more than two years prior to the time of his application for admission to the United States (United States Congress 1924).

L'admission aux États-Unis requiert donc une nouvelle catégorisation officielle et une demande d'admission faite depuis un territoire ne partageant pas de frontières communes avec les États-Unis. La situation semble bloquée. Il faut attendre l'arrivée au Canada d'Alexander Paterson, un représentant du Home Office et Commissaire aux Prisons pour que les conditions des civils internés s'améliorent. En mettant en avant le changement de procédure britannique qui reconnaît la non-dangereux des civils et en permettant leur retour au Royaume-Uni, Paterson obtient des autorités canadiennes la reconnaissance officieuse des catégories « B » et « C » ainsi que la création d'un

ANNELISE RODRIGO

comité spécialement dédié à ceux-ci et composé de membres de l'UJR&WRA et du CNCR : le Central Committee for Interned Refugees (CCIR) (Minutes of Meeting of United Jewish Refugee & War Relief Agencies, Eastern Region. 14 janvier 1941)⁸. Forts de ces avancées, Paterson et le CCIR décident l'organisation d'un plan visant à demander l'admission de certains réfugiés sur un territoire non-frontalier aux États-Unis : le dominion de Terre-Neuve (DRAPER 1983, 123-126 ; BASSLER 1992, 163-181). En parallèle, les autorités états-uniennes semblent sensibles à l'évolution de la situation canadienne des internés et des négociations sont entreprises entre la direction du CCIR, le consulat états-unien au Canada et le département d'États des États-Unis (DRAPER 1983, 104-106). Un interné est même autorisé à rejoindre sa famille aux États-Unis (DRAPER 1983, 108 ; GILLMAN et GILLMAN 1980, 270-272 ; HAYES 1940b).

Malheureusement, ce projet et l'admission du réfugié soulèvent, en avril 1941, l'opposition d'un fort lobby anti-immigration (WYMAN 1968, 84-91-107 ; WYMAN 1987, 25-26) : l'American Legion :

The American Legion had been informed of the proposals for acceptance in the United States of refugee internees, and they had threatened strong press opposition if any refugee internees were allowed to enter directly from camps in Canada (ESCOTT 1941).

L'association des anciens combattants, soutenue par le démocrate Leonard Allen, dépose un projet de loi – l'Allen Bill – visant explicitement à contrer le projet canadien en s'opposant à l'admission aux États-Unis de toute personne ayant été précédemment internée (GILLMAN et GILLMAN 1980, 271-273). Finalement, la proposition de loi est modifiée mais les autorités états-uniennes restreignent le 1^{er} juillet 1941 les critères de délivrance des visas, excluant désormais les individus ayant des proches dans des pays sous contrôle allemand (DRAPER 1983, 112 ; WYMAN 1968, 194). Les portes états-uniennes se referment alors pour les internés. Mais ces derniers décident de prendre leur destin en main.

Inquiets de la lente évolution de leur statut et souffrant de leur internement, les « étrangers amis » demandent début mai 1941 qu'une autorité indépendante soit établie afin de protéger leurs droits au Canada. En tant que réfugiés, ils refusent d'être représentés par le consul général de Suisse, comme les autres internés allemands et autrichiens (AUGER 2010, 67) et ils demandent

⁸ Nous parlons de reconnaissance officieuse puisque les autorités canadiennes concèdent seulement une « spécificité » aux problèmes des internés de catégories « B » et « C ».

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

de voir leur cas défendu par le Haut-Commissaire aux réfugiés, Sir Herbert Emerson (Minutes of the fourth Meeting of the Central Committee for Interned Refugees. 8 mai 1941). La requête est adressée aux autorités britanniques, celles-ci ayant toute autorité sur les internés, qui se montrent favorables à la libération rapide des internés sur le sol canadien (DRAPER 1983, 48)⁹. Leur souhait est rapidement accordé puisqu'un rapport du 22 mai 1941 signale la demande officielle faite par les autorités canadiennes en accord avec le CCIR, de nommer Sir Herbert Emerson comme « représentant officiel des réfugiés internés au Canada » et de demander que celui-ci délègue ses attributions à la présidente du Central Committee for Interned Refugees. Cette nomination représenterait une reconnaissance par le Haut-Commissariat de la qualité de réfugié des internés, et la participation active des autorités canadiennes dans la procédure est clairement une étape favorable dans l'obtention d'un statut officiel de réfugié pour les civils internés. De plus, le compte-rendu du CCIR signale aussi deux évolutions importantes dans la gestion de l'internement : l'accord d'Ottawa pour que la prise en charge administrative des réfugiés antinazis soit distincte de celles des autres internés, et pour qu'ils soient appelés « réfugiés » plutôt qu'« internés » (Minutes of the fifth Meeting of the Central Committee for Interned Refugees. 22 mai 1941).

Le 25 juin 1941 est un jour crucial dans l'histoire de la catégorisation canadienne du réfugié puisqu'Emerson devient ce jour-là officiellement le représentant des réfugiés internés et qu'Ottawa promulgue un décret-en-conseil établissant officiellement des « camps de réfugiés » au Canada (Minutes of the sixth Meeting of the Central Committee for Interned Refugees. 25 juin 1941; Canada and Privy Council 1941, 14-16). Le PC 4568 ne définit cependant pas un statut pour les civils internés puisqu'il ne fait que reconnaître l'existence de camps de réfugiés. Le 15 juillet 1941, un deuxième décret réglemente le traitement des réfugiés et précise que l'expression « camp de réfugiés » désigne « certains camps d'internement occupés par des individus classés, jusqu'à présent comme prisonniers de guerre de seconde classe » (Canada and Privy Council 1941, 51). Nous retrouvons alors la première catégorisation établie par Ottawa au moment de l'arrivée des internés, mais le terme « certains » nous interpelle puisqu'il exprime bien le flou persistant autour de la définition canadienne du réfugié, les internés ne bénéficiant encore d'aucun statut migratoire officiel.

⁹ Les autorités britanniques prônent la libération des internés au Canada depuis octobre 1940 et la libération de tous les « étrangers amis » internés sur leur territoire.

ANNELISE RODRIGO

Il faut attendre novembre 1942 et la très grande multiplication des libérations sur le territoire canadien pour qu'un décret définisse enfin la situation des « réfugiés internés » libérés au Canada (Canada and Privy Council. 1942). Les internés libérés au Canada obtiennent le statut de « non-immigrants » et sont donc officiellement admis de façon temporaire au pays. Le PC 10210 insiste cependant sur la menace d'un ré-internement en cas de non-respect des conditions de libération et fonde donc la catégorisation du réfugié interné sur l'internement et non sur la qualité même de réfugié.

Cette valorisation de l'expérience de l'internement dans la définition des réfugiés internés prend fin le 10 décembre 1943 avec la promulgation du PC 9440. En effet, celui-ci s'applique à régulariser la situation migratoire d'un certain « nombre de réfugiés qui ont été transférés du Royaume-Uni vers ce pays et qui ont été autorisés à occuper un emploi ou à poursuivre des études dans ce pays dans les conditions prescrites » ("Order in Council PC 9440". 10 décembre 1943). Nous le voyons, les autorités canadiennes ne centrent plus leur définition des réfugiés anciennement internés sur la période de l'internement, celle-ci devient seulement un « transfert »¹⁰. De plus, les anciens réfugiés internés obtiennent « une position semblable [...] à celle des étrangers ennemis en général au Canada » et un permis temporaire d'un an renouvelable.

Comment expliquer la reconnaissance du statut de réfugiés pour les internés en décembre 1943 ? Nous pourrions avancer des raisons extérieures comme la pression exercée sur le Canada après la Conférence des Bermudes ou par le Haut-Commissariat aux réfugiés mais une explication plus pragmatique nous semble plus réaliste : le très faible impact de la reconnaissance du statut de réfugié et de l'accord pour un séjour temporaire. En effet, l'internement de civils envoyés par le Royaume-Uni est terminé et tous les camps de réfugiés sont vides¹¹. Les autorités canadiennes ne prennent donc aucun risque à concéder des avancées statutaires puisque le nombre de réfugiés anciennement internés sur son territoire ne peut augmenter. Au contraire, l'obtention d'un statut migratoire permettrait à beaucoup d'anciens internés de poursuivre leur parcours migratoire, particulièrement vers les États-Unis, et donc de quitter le Canada. De plus, la reconnaissance du statut simplifie aussi les procédures d'emploi et aide donc à une meilleure utilisation de cette main d'œuvre qualifiée. Enfin, l'adoption du décret-loi permet de réduire drastiquement la charge de travail du Département d'Immigration en lien avec ces internés libérés.

¹⁰ Tous les réfugiés internés sont libres ou sont retournés au Royaume-Uni.

¹¹ L'envoi d'internés au Canada prend fin après le torpillage de l'Arandora Star en juillet 1940 (DRAPER 1986, 12).

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

Ainsi, ce n'est que la fermeture des « camps de réfugiés » qui permet aux internés de rejoindre les autres « ressortissants ennemis » présents sur le territoire canadien et d'être concernés par le décret-en-conseil de décembre 1943¹². La catégorisation du « réfugié » est donc intrinsèquement liée au contexte canadien. Bien entendu, le Home Office intervient dans le processus de catégorisation puisqu'il donne son accord à toute libération, permettant ainsi à l'individu de demeurer sur le sol canadien, mais les différents classements opérés par le Royaume-Uni – les catégories « A », « B » et « C » ainsi que la définition de « réfugiés de l'oppression nazie » – ne sont pas reprises outre-Atlantique. En effet, le Canada établit deux facteurs nécessaires pour appartenir à la catégorie des réfugiés en décembre 1943 : être « un prisonnier de guerre de classe 2 » et être libéré au Canada. Ce dernier facteur est, selon nous, très largement influencé par l'espoir de pouvoir ensuite émigrer aux États-Unis, les anciens internés refusant de retourner au Royaume-Uni et demandant une libération au Canada afin de rester en Amérique du Nord.

Les autorités canadiennes et les associations sont bien conscientes de cette situation et des contacts sont établis afin d'expliquer le nouveau statut des anciens internés aux responsables états-uniens :

The Department of External Affairs will formally advise the Department of State in Washington that the Order-in-Council freeing them from custody may be interpreted as a non-conditional release for the purpose of American immigration. Every application will be dealt with as an individual case. Action will be taken by the United States authorities in each case on the basis of an individual case history which will be furnished by the Department of External Affairs on request (Memorandum. 1943).

Le changement de statut est donc une nouvelle possibilité pour les anciens internés de rejoindre les États-Unis.

Conclusion : la reconnaissance officielle du refuge canadien *a posteriori*

Le 26 octobre 1945 est promulgué le décret PC 6687 reconnaissant la présence au Canada d'environ 3 500 réfugiés. Le refuge canadien durant la Seconde Guerre mondiale est donc reconnu *a posteriori*, la guerre étant terminée

¹² La fin des « camps de réfugiés » signifie la libération de tous les individus présents dans ces camps et non la fin de l'internement canadien puisque l'internement de prisonniers de guerre se poursuit et même s'intensifie dès les premiers mois de 1942 (AUGER 2010, 64).

et les réfugiés laissant la place aux très nombreux déplacés et survivants du génocide des juifs.

Le décret définit les réfugiés comme des individus « en provenance de pays ennemis et de territoires occupés ennemis [qui] ont été admis au Canada en vertu du statut de non-immigrant [...] après le 1er septembre 1939 » (“Order in Council PC 6687”. 26 octobre 1945). Ottawa propose donc une définition du réfugié regroupant l’ensemble des « non-immigrants » admis sur son territoire durant la Seconde Guerre mondiale et non plus seulement les réfugiés anciennement internés. La dénomination du réfugié ne fait plus appel à une catégorisation britannique ni même à l’expérience de l’internement. Seule la nationalité ennemie, le statut de non-immigrant et la date d’entrée au Canada définissent le réfugié canadien. De plus, nous remarquons que le décret ne fait pas mention des causes de la fuite, ce qui rapproche cette catégorisation des premières définitions « pragmatiques » des réfugiés du début des années 1920. En effet, les définitions relatives aux réfugiés russes, arméniens ou de la Sarre sont vues comme pragmatiques « dans la mesure où elles n’analysent pas les raisons pour lesquelles le réfugié a quitté son pays d’origine et ne rattachent pas la qualité de réfugié à de telles raisons ou motivations » (JAEGER 1989, 27) ; au contraire des catégorisations « idéologiques » dans lesquelles « le réfugié est censé avoir quitté son pays parce que ses droits fondamentaux [...] étaient menacés » (JAEGER 1989, 27). Cette absence d’informations relatives aux raisons de la fuite s’explique certainement par l’inutilité d’une telle précision pour Ottawa, le décret venant seulement officialiser la présence de ces hommes, femmes et enfants sur son territoire.

Enfin, les réfugiés anciennement internés sont les premiers, à notre connaissance, à obtenir la reconnaissance institutionnelle, au travers de décrets, de leur statut de réfugié au cours de la Seconde Guerre mondiale sur le continent nord-américain¹³. De plus, si on ajoute à cet élément la vision du Canada comme porte d’entrée potentielle vers les États-Unis pour les internés et les migrants en général, le pays peut être qualifié de refuge temporaire avant le véritable refuge états-unien.

¹³ Bien entendu, ils ne sont pas les seuls à être nommés « réfugiés » – pensons seulement aux réfugiés ibériques accueillis au printemps 1944 au Canada (REED, 1996).

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

Bibliographie

Sources primaires

Agudas Israel World Organization. 1940. Lettre au Montreal Council of Orthodox Rabbis. 9 juillet 1940. CJC-OR, ZA 1940 7/70. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

CAISERMAN, Hannaniah Meir. 1940. Lettre à Saul Hayes. 10 septembre 1940. CJC-OR, 7 / 77. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Canada and Privy Council. 1940. Proclamations and Orders in Council passed under the authority of the War Measures Act; R.S.C. (1927) Chap. 206. Ottawa: E. Cloutier, Printer to the King.

———. 1941. Defence of Canada Regulations (Consolidation) : 1941. Ottawa: E. Cloutier, Printer to the King.

———. 1942. Canadian war orders and regulations October 1 1942 to December 31 1942. Ottawa: E. Cloutier, Printer to the King.

ESCOTT, Reid. 1941. Lettre à Norman Robertson. 27 février 1941. CA 19 / 160. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Hansard. 16 novembre 1939. « ALIEN TRIBUNALS ». In House of Commons Debats, 353:cc 812-814. Londres. <https://api.parliament.uk/historic-hansard/commons/1939/nov/16/alien-tribunals>.

HAYES, Saul. 1940a. Lettre aux Responsables locaux. 29 août 1940. CJC-OR, ZA 1941 12 / 119. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

———. 1940b. Lettre aux Responsables locaux. 29 octobre 1940. CJC-OR, ZA 1940 7 / 70. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

———. 1940c. Memorandum – Interview with Brigadier-General E. de B. Panet, Director-General Internment Operations. 6 août 1940. CJC-OR, ZA 1940 9 / 96. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Memorandum. 1943. Jewish Immigrant Aid Services, CA 90/ 22460. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Minutes of Meeting of National Executive Officers - Eastern Division. 15 août 1940. CJC-OR, CA 13 / 87 A. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

ANNELISE RODRIGO

Minutes of Meeting of United Jewish Refugee & War Relief Agencies, Eastern Region. 14 janvier 1941. CA 13 / 87A. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Minutes of the fourth Meeting of the Central Committee for Interned Refugees. 8 mai 1941. CJC-OR, ZA 1941 5/48. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Minutes of the fifth Meeting of the Central Committee for Interned Refugees. 22 mai 1941. CJC-OR, ZA 1941 11/109. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

Minutes of the sixth Meeting of the Central Committee for Interned Refugees. 25 juin 1941. CJC-OR, ZA 1941 11/109. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

“Order in Council PC 6687”. 26 octobre 1945. CJC-OR, ZA 1941 11/112. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

“Order in Council PC 9440”. 10 décembre 1943. CJC-OR, CA 17 / 125 W. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

PETERS, Mordecai. 1940a. Lettre à B. Mednick. 21 août 1940. CJC-OR, 7 / 72. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

———. 1940b. Lettre à l’Agudas Israel World Organization. 3 septembre 1940. CJC-OR, 7 / 74. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

ROBERTSON, Norman. 1938. Memorandum re. Canada and the Refugee Problem. 29 novembre 1938. Canadian External Relations / Department of External Affairs, vol. 6 (1936-1939), LAC.

TRUDEAU, Justin. 2018. “PM Justin Trudeau Remarks, March of the Living 30th Anniversary Gala”. May 25. <https://motl.org/this-is-our-legacy-gala-celebrating-30-years/>

United States Congress. 1924. Immigration Act of 1924. Washington: National Government publication.

Visit to Camp I. Isle aux Noix. 14 août 1940. CJC-OR, ZA 1940 9 / 96. Archives juives canadiennes Alex Dworkin, Montréal.

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

Sources secondaires

- ABELLA, Irving, et Harold TROPER. 1991. *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*. Toronto: Lester Publishing.
- ANCTIL, Pierre. 2016. « Deux poids, deux mesures: les responsabilités respectives du Canada de langue anglaise et de langue française dans la crise des réfugiés allemands ». *Canadian Jewish Studies / Études juives canadiennes* 24: 16-37.
- ANGOUSTURES, Aline, et DZOVINAR Kévonian. 2019. « Réfugiés, sujet d'une histoire globale ». *Monde(s). Histoire, espaces, relations* 15 (1).
- ANGOUSTURES, Aline, DZOVINAR Kévonian, et Claire MOURADIAN. 2017. *Réfugiés et apatrides: administrer l'asile en France (1920-1960)*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- AUGER, Martin. 2010. *Prisonniers de guerre et internés allemands dans le sud du Québec, 1940-1946*. Outremont : Athéna.
- VERY, Donald. 1995. *Reluctant Host: Canada's Response to Immigrant Workers, 1896-1994*. Toronto: McClelland & Stewart.
- BAILKIN, Jordanna. 2018. *Unsettled: Refugee Camps and the Making of Multicultural Britain*. Oxford: Oxford University Press.
- BASSLER, Gerhard P. 1992. *Sanctuary Denied: Refugees from the Third Reich and Newfoundland Immigration Policy, 1906-1949*. St. John's: Institute of Social and Economic Research, Memorial University of Newfoundland.
- BAUER, Yehuda. 1974. *My Brother's Keeper; a History of the American Jewish Joint Distribution Committee, 1929-1939*. Philadelphia: Jewish Publication Society of America.
- . 1981. *American Jewry and the Holocaust: The American Jewish Joint Distribution Committee, 1939-1945*. Detroit: Wayne State University Press.
- BIALYSTOK, Franklin. 2000. *Delayed Impact: The Holocaust and the Canadian Jewish Community*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- BILSON, Geoffrey. 1988. *The Guest Children: The Story of the British Child Evacuees Sent to Canada during World War II*. Saskatoon: Fifth House.
- BURGARD, Antoine. 2015. « Le Congrès juif canadien et l'hostilité à

ANNELISE RODRIGO

l'immigration juive dans l'immédiat après-guerre (1945-1948) ». *Globe* 18 (1): 111–130.

BURGARD, Antoine. 2017. « “Une nouvelle vie dans un nouveau pays”. *Trajectoires d'orphelins de la Shoah vers le Canada (1947-1952)* ». Thèse de doctorat en histoire, Montréal et Lyon: Université du Québec à Montréal et Université Lumière Lyon 2.

BURGARD, Antoine, et Rebecca MARGOLIS. 2016. “None Is Too Many and Beyond: New Research on Canada and the Jews during the 1930-1940s”. *Canadian Jewish Studies / Études Juives Canadiennes* 24.

CARASCO, Emily. 2004. “Canada–United States “Safe Third Country” Agreement: To What Purpose?” *Canadian Yearbook of International Law / Annuaire Canadien de Droit International* 41: 305-42.

CHAPUT, Lucile. 2016. « L'internement au Canada durant la Seconde Guerre mondiale : le camp n° 33, 1939-1946 ». *Études canadiennes / Canadian Studies* 81 (décembre): 129-47.

COHEN, Naomi Wiener. 2002. “The Transatlantic Connection: The American Jewish Committee and the Joint Foreign Committee in Defense of German Jews, 1933-1937”. *American Jewish History* 90 (4): 353-84.

COLLOMP, Catherine. 2016. *Résister au nazisme: le Jewish Labor Committee, New York, 1934-1945*. Paris: CNRS Éditions.

COLLOMP, Catherine, et Mario MENENDEZ. 2003. *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis: 1789-2000*. Paris: CNRS Éditions.

COMARTIN, Justin. 2013. *Humanitarian Ambitions - International Barriers: Canadian Governmental Response to the Plight of the Jewish Refugees (1933-1945)*. Mémoire de maîtrise en histoire, Ottawa: University of Ottawa.

COUTURE, Geneviève. 2003. *Réfugiés et prisonniers de guerre à Sherbrooke: le camp d'internement Newington, 1940-1946*. Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal: Université de Montréal.

DIRKS, Gerald E. 1977. *Canada's Refugee Policy. Indifference or Opportunism?* Montréal: McGill-Queen's University Press.

DRAPER, Paula. 1978. “The Accidental Immigrants: Canada and The Interned Refugees.” *Canadian Jewish Historical Society Journal* 1 (1-2): 1-38; 80-112.

———. 1983. *The Accidental Immigrants. Canada and the Interned Refugees*. Thèse de doctorat, Toronto: Université de Toronto.

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

———. 1983. "The Politics of Refugee Immigration: The Pro-Refugee Lobby and the Interned Refugees 1940-1944." *Canadian Jewish Historical Society Journal* 7 (2): 74-88.

———. 1985. "'Refugee!' The Adjustment of Jewish Refugees from Nazism to Canadian Life." *Refuge: Canada's Journal on Refugees* 5 (2): 15-17.

DUBÉ, Sandra. 2015. « *Personne n'est antisémite, mais tout le monde est opposé à l'immigration* ». *Discours des responsables politiques canadiens et québécois sur l'immigration, 1938-1945*. Mémoire de maîtrise en histoire appliquée, Montréal: Université du Québec à Montréal.

ERBELDING, Rebecca. 2018. *Rescue Board: The Untold Story of America's Efforts to Save the Jews of Europe*. New York: Doubleday.

FARGES, Patrick. 2006. « 'Pour ceux qui étaient plus âgés, c'est tout un monde qui s'est écroulé, mais mon monde à moi n'avait pas encore véritablement commencé': La Mise en récit d'une vie d'exil chez les exilés germanophones au Canada après 1933 ». In *Vieillir en exil*, édité par Alain Montandon et Philippe Pitaud, 69-80. Cahiers de Recherches du CRLMC (Cahiers de Recherches du CRLMC). Clermont-Ferrand, France: PU Blaise Pascal.

———. 2008. *Le trait d'union ou l'intégration sans l'oubli : itinéraires d'exilés germanophones au Canada après 1933*. Paris: Éd. de la Maison des sciences de l'homme.

———. 2009a. « "Canada Is a Fine Country, You Know, Stupid in Some Ways, but It's a Fine Country": Imaginer l'Amérique dans les récits de vie des exilés du nazisme au Canada ». In *Comment comparer le Canada avec les États-Unis aujourd'hui: Enjeux et pratiques*, édité par Hélène Quanquin, Christine Lorre-Johnston, Sandrine Ferré-Rode, et Jean-Michel Lacroix, 199-214. Paris, France : Sorbonne Nouvelle.

———. 2009b. « «Nous sommes les derniers/Interrogez-nous». La transmission d'une vie d'exil dans les récits d'exilés juifs au Canada (1933 à nos jours) ». In *Transmission/Héritage dans l'écriture contemporaine de soi*, édité par Béatrice Jongy et Annette Keilhauer, 19-30. Clermont-Ferrand: Presses Universitaires Blaise Pascal.

FETHNEY, Michael. 2000. *The Absurd and the Brave: CORB-the True Account of the Government's World War II Evacuation of Children Overseas*. Lewes: Book Guild.

FORCADE, Olivier, et Philippe Nivet, éd. 2008. *Les réfugiés en Europe du*

ANNELISE RODRIGO

XVI^e au XX^e siècles. Actes du colloque du Centre d'histoire des sociétés, des sciences et des conflits de l'Université de Picardie Jules Verne, tenu à Amiens les 23 et 24 mars 2007. Collection culture/médias. Paris: Nouveau monde éd.

FRASER, Charles F. 1940. *Control of Aliens in the British Commonwealth of Nations*. London: Hogarth Press.

GILLMAN, Peter, et Leni GILLMAN. 1980. *Collar the Lot: How Britain Interned and Expelled Its Wartime Refugees*. London: Quartet Books.

HALSTEAD, Claire. 2015. *From Lion to Leaf: The Evacuation of British Children to Canada During the Second World War*. Doctorat en histoire, London: University of Western Ontario.

HANDLIN, Oscar. 1965. *A Continuing Task. The American Jewish Joint Distribution Committee, 1914-1964*. New York: Random House.

HOBSON FAURE, Laura. 2013. *Un «plan Marshall juif»: la présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954*. Recherches. Paris: Armand Colin.

IGERSHEIMER, Walter W. 2005. *Blatant Injustice. The Story of a Jewish Refugee from Nazi Germany Imprisoned in Britain and Canada during World War II*. Montréal: McGill-Queen's University Press.

JAEGER, Gilbert. 1989. « Les Nations Unies et les réfugiés ». *Revue belge de droit international* 22 (1): 18-120.

KELLEY, Ninette, et M. J TREBILCOCK. 1998. *The Making of the Mosaic. A History of Canadian Immigration Policy*. Toronto: University of Toronto Press.

KERSHAW, Roger, et Janet SACKS. 2008. *New Lives for Old: The Story of Britain's Home Children*. Kew: National Archives.

KÉVONIAN, Dzovinar. 2003. « Question des réfugiés, droits de l'homme : éléments d'une convergence pendant l'entre-deux-guerres ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 72 (1): 40-49.

KLEIN, Ruth, et Frank DIMANT, éd. 2001. *From Immigration to Integration: the Canadian Jewish Experience: A Millennium Edition*. Toronto: Institute for International Affairs, B'nai Brith Canada.

KNOWLES, Valerie. 1988. *First Person: A Biography of Cairine Wilson Canada's First Woman Senator*. Toronto: Dundurn Press.

KOCH, Eric. 1980. *Deemed Suspect: A Wartime Blunder*. Toronto: Methuen.

KOESSLER, Maximilian. 1942. « Enemy Alien Internment: With Special

LE « RÉFUGIÉ » AU CANADA DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LA
CRÉATION ANGLO-AMÉRICAINE D'UNE CATÉGORIE MIGRATOIRE ?

Reference to Great Britain and France ». *Political Science Quarterly* 57 (1): 98-127.

LEWIS, Read, and Marian SCHIBSBY. 1939. Status of the Refugee under American Immigration Laws". *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 203 (mai): 74-82.

LYNCH, Gordon. 2016. *Remembering Child Migration: Faith, Nation-Building and the Wounds of Charity*. Londres: Bloomsbury Publishing Plc.

LYNTON, Mark. 1995. *Accidental Journey: A Cambridge Internee's Memoir of World War II*. Woodstock: Overlook Press.

MARRUS, Michael R. 1986. *Les exclus. Les réfugiés européens au XXe siècle*. Paris: Calmann-Lévy.

NOIRIEL, Gérard. 1997. « Représentation nationale et catégories sociales. L'exemple des réfugiés politiques ». *Genèses. Sciences sociales et histoire* 26 (1): 25-54.

REED, Patrick. 1996. *A Foothold in the Whirlpool: Canada's Iberian Refugee Movement*. Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal: Université Concordia.

ROBINSON, Ira. 2015. *A History of Antisemitism in Canada*. Waterloo: Wilfrid Laurier University Press.

ROSENBERG, Louis. 1993. *Canada's Jews. A Social and Economic Study of Jews in Canada in the 1930s*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

VANCE, Jonathan F. 2012. *Maple Leaf Empire: Canada, Britain, and Two World Wars*. Don Mills: Oxford University Press.

WYMAN, David S. 1968. *Paper Walls: America and the Refugee Crisis, 1938-1941*. Amherst: University of Massachusetts Press.

———. 1987. *L'Abandon des juifs: Les Américains et la solution finale*. Paris: Flammarion.